

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Greenfield, Jeannette. *China and the Law of the Sea, Air, and Environment*. Alphen den Rijn, Sijthoff & Noordhoff, 1979, 382 p. ISBN : 90-286-0429-4

par Louise Louthood

Études internationales, vol. 12, n° 3, 1981, p. 616.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701264ar>

DOI: 10.7202/701264ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

appendices. Il s'agit, entre autre, d'un tableau des revendications étatiques, d'une liste des législations nationales et des accords internationaux, de déclarations officielles et de décrets. Notons enfin qu'on a inséré au volume une bibliographie et un index.

L.L.

GREENFIELD, Jeanette. *China and the Law of the Sea, Air, and Environment*. Alphen den Rijn, Sijthoff & Noordhoff, 1979, 382 p. ISBN: 90-286-0429-4

Les aspects juridiques caractéristiques du comportement de la République populaire de Chine sur la scène internationale ont jusqu'ici été relativement peu étudiés. La recherche de Jeanette Greenfield, d'abord soutenue comme thèse de doctorat à l'Université de Cambridge, constitue donc, à priori, une contribution utile à la fois à l'étude des relations extérieures de la Chine et à celle de l'évolution globale du droit international public. Les objectifs de l'auteur peuvent se résumer ainsi: analyser les pratiques chinoises dans trois champs d'application du droit international et évaluer la contribution chinoise au développement de ces juridictions (p. XVII).

Après avoir étudié brièvement l'arrière-plan historique qui, selon elle, est nécessaire à la compréhension des attitudes chinoises contemporaines, Jeanette Greenfield divise son exposé en trois parties. Celles-ci correspondent aux domaines de juridiction internationale qu'elle a choisis de privilégier. Dans l'ordre, ce sont le droit de la mer, le droit aérien et le droit de l'environnement. En conclusion, l'auteur souligne que même si la Chine utilise quelquefois les méthodes établies, cela ne signifie nullement qu'elle accepte d'assumer tous les principes sur lesquels s'appuie le droit international actuel (p. 235).

Les documents insérés au texte en illustrent directement le contenu. Il s'agit principalement de cartes géographiques et de diagrammes. Les documents que l'auteur a jugé utiles à la compréhension globale du sujet, mais qui s'avèrent le plus souvent peu acces-

sibles, sont réunis dans des appendices qui totalisent près de cent pages. L'ouvrage comprend, par ailleurs, une imposante bibliographie, une table des cas étudiés et un index thématique.

L.L.

MORRIS, Michael A. *International Politics and the Sea: The Case of Brazil*. Boulder (Col.), Westview Press, 1979, 303 p. ISBN: 0-89158-456-0

L'ouvrage de Michael A. Morris étudie les divers aspects de la politique maritime du Brésil. Dans un premier temps, l'auteur essaie de comprendre cette politique en l'analysant dans la perspective de la politique étrangère globale de ce pays. Ensuite, il s'interroge sur les interactions entre les politiques intérieures brésiliennes et la politique maritime. Dans un troisième temps, Morris étudie l'évolution de cette politique, depuis ses origines jusqu'aux conséquences des deux premières conférences des Nations Unies sur le droit de la mer. Poursuivant cette démarche, l'auteur consacre le quatrième chapitre de son étude à la participation du Brésil à la troisième conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

Les chapitres suivants portent sur des questions plus spécifiques tels l'organisation et les fonctions de la marine de guerre brésilienne, les changements dans la hiérarchie des intérêts maritimes du Brésil, la question des ressources halieutiques et pétrolières, ainsi que le développement et l'organisation de la marine marchande. Enfin, le dernier chapitre, qui sert aussi de conclusion, explore en quelque sorte les interrelations entre la politique maritime d'un pays et le système international global. L'auteur évoque par exemple les possibilités de coopération entre le Brésil et les autres nations. L'observation fondamentale de cette réflexion semble être que le développement du Brésil en tant que puissance mondiale place ce pays, du point de vue de sa politique maritime, dans une position distincte entre les pays développés et les pays en voie de développement.

L.L.